

# UNE VUE DU LAVUE

13

NUMÉRO SPÉCIAL  
INTERNATIONAL

**ÉDITORIAL** Enfin un numéro de *Une Vue du LAVUE* consacré entièrement à l'activité du laboratoire à l'international !

Pour tous les familiers de cette UMR, cela relève de l'évidence et ce numéro ne suffira pas à rendre compte de la richesse et de la diversité des terrains abordés par les chercheur.es et les doctorant.es du laboratoire.

Comme pour les numéros précédents, il ne s'agit pas de faire un bilan comptable de ces activités, mais d'attirer l'attention sur des situations, terrains, recherches ou objets, sous forme de questions, de problèmes non résolus, d'actions ou de méthodes mises en place pour tenter d'y répondre.

Un programme ambitieux pour une lettre d'information se limitant à quatre pages, mais qui a visiblement répondu à une attente, puisque nous avons dû refuser plusieurs propositions.

Les recherches internationales présentées ici adoptent une perspective comparée et interdisciplinaire, comme celle concernant l'habiter dans les villes latino-américaines. Elles intègrent parfois des scientifiques dits de la nature, et des chercheur.es en sciences sociales, comme l'ANR ATCHA qui s'intéresse aux interactions dynamiques entre les ressources en eau et les sociétés qui en ont usage (Inde). D'autres partenariats affrontent plus directement les questions politiques, comme celui développé par le projet CAFUR sur trois continents différents, consacré au problème de l'accaparement des terres et de la spéculation foncière.



Emeric Deroubaix sur Unsplash.com

La plupart des travaux de recherche menés par les membres de l'UMR associe démarche scientifique et mobilisation des acteurs, comme le projet Interreg ENERGIE. Consacré aux questions de sobriété énergétique, il implique des équipes de six pays d'Europe du Nord-Ouest comprenant universitaires et acteurs de terrain. L'approche critique mise en œuvre favorise une appropriation des solutions retenues pour lutter contre le changement climatique par les communautés éducatives, afin d'obtenir un impact à long terme.

Ces recherches-action ou recherches-action participantes ont pour but, non seulement d'approfondir la connaissance sur ces terrains, mais aussi de renforcer les mobilisations habitantes (Brésil) ou de former des jeunes chercheurs sur place (Soudan).

Notre activité au sein de ce dernier pays nous interroge aussi sur notre capacité à faire de la recherche dans un pays en guerre, mais l'accueil d'Ahmed Haider,

menacé en raison de ses engagements politiques, comme chercheur associé au sein du LAVUE pour une année (voir ci-dessous), montre un des rôles essentiels que le LAVUE peut jouer sur les terrains dans lesquels il intervient.

Bref, la dimension critique de nos approches et notre contribution au renforcement des pratiques démocratiques au sein de ces pays, rassemble les chercheur.es et les doctorant.es du LAVUE plus que jamais. Une manière aussi de réinterroger l'exercice de la démocratie dans nos sociétés occidentales considérées comme « avancées » et pourtant bien mises à mal ces derniers temps !

## Ahmed El-Montasser Haider, chercheur réfugié politique en France

**MONDE** Après une thèse obtenue en 2018 à l'Université des Deux Nils, une des meilleurs du Soudan, portant sur « L'influence de la sécurité hydrique et alimentaire sur les relations soudano-égyptiennes », Ahmed Haider a continué à travailler sur les questions liées à la géopolitique de l'eau dans le bassin versant du plus long fleuve d'Afrique. Dans ce bassin du Nil, hautement stratégique et conflictuel, le Nexus «Eau-Énergie-Alimentation» est au cœur des rivalités entre États. Mais ces questions géopolitiques ont également des conséquences en termes de justice spatiale pour les populations concernées à toutes les échelles, avec des fortes inégalités quant à l'accès à l'énergie, à la terre et à l'eau.

Menacé en raison de ses engagements politiques, A. Haider a obtenu le statut de réfugié politique en France en 2019. Son statut de chercheur associé au sein du LAVUE lui permettra de renouer avec le monde académique, ce qui était son souhait le plus cher depuis son arrivée en France. Auteur de plusieurs articles et rapports d'études, il a présenté un programme de recherche portant sur « The impact of water security and food security on the future of cooperation between the Nile Basin countries », qui s'intègre ainsi pleinement aux activités du ResEaux (<https://reseau.parisnanterre.fr>).

Présentation de David Blanchon, PR Université Paris Nanterre, équipe Mosaiques-LAVUE

## **SOUDAN** Les projets CLIMAFORM et THAWRA\_SUR

Barbara Casciarri

L'Université de Khartoum (UoK), principale institution académique au Soudan, est l'un des partenaires scientifiques du LAVUE en Afrique : convention UoK-Université Paris 8 depuis 2009, ANR-DFG, Water Management in Khartoum International Project (WAMAKHAIR), ANR Anthropologie du droit dans les mondes musulmans africains et asiatiques (ANDROMAQUE), ou encore AUF-PCSI Métropolisation et espaces 'd'entre-deux' (METRO 2 SOUDAN) et ARABITÉ, ISLAMITÉ, 'SOUDANITÉ'. Une attention particulière est portée sur la formation des jeunes chercheurs : Ecole Doctorale de Khartoum (2015), encadrement de thèses par des doctorants du LAVUE et programme d'échange ERASMUS.



Nil Blanc, approvisionnement en eau par une femme nomade Saleim. Source : B. Casciarri 2018

Dans le cadre de l'Appui au Développement de l'Enseignement Supérieur en Afrique (ADESFA), le projet CLIMIGRAFORM (Développement de la formation à l'enquête participative sur

climat et migrations 2020-22, <https://climigraform.org>), s'adresse à un public mixte (étudiants et acteurs associatifs). L'objectif pédagogique central, l'apprentissage des pratiques de production des données, y est associé à une démarche visant à déconstruire par l'apport du terrain la vision dominante, « catastrophiste » et « pathologique », des crises climatiques et migratoires et de leur interconnexion.

Le deuxième projet, l'ANR Thinking Alternatives Worlds Across Sudanese Revolution (THAWRA\_SUR, 2021-24), est une recherche interdisciplinaire et participative autour des dynamiques mises en exergue par le processus révolutionnaire débuté au Soudan en 2019. Il vise à dépasser les approches événementielles et exclusivement axées sur « le politique », et certaines catégorisations comme « Printemps Arabes ». Des ateliers impliquant chercheurs, étudiants, acteurs associatifs et habitants vont produire une plateforme digitale Landscapes of Sudanese Revolution, articulant une cartographie et un dictionnaire participatifs. Il se développera sur les trois années à venir.

Dans le contexte de transformation profonde et de crises multiples (économique, politique, écologique) que connaît le Soudan, l'engagement des chercheurs du LAVUE dans ces partenariats, et notamment celui de Barbara Casciarri (PR en Anthropologie, Paris 8, ALTER), initiatrice de cette collaboration (accueillie au CEDEJ en délégation CNRS pour 2021-22), apporte une ouverture sur un pays africain longtemps négligé par les études francophones en Sciences Sociales et enrichit la vocation internationale du laboratoire. La situation dans laquelle se déroulent ces projets est rendue particulièrement complexe par la convergence de la crise sanitaire et du tournant autoritaire instauré par le coup d'Etat d'octobre 2021, mais les membres de l'équipe comptent justement en faire un laboratoire de réflexion sur les enjeux et les risques de la recherche scientifique menée dans des contextes de conflit et d'instabilité.

## **INDE** ANR ATCHA : un projet interdisciplinaire sur l'agriculture irriguée en Inde du Sud

Julie Jacquet et Frédéric Landy

Dans le petit bassin versant de Berambadi, au Karnataka (Inde du Sud), l'agriculture irriguée devient difficile et peu fiable. L'Inde subit une crise de l'eau souterraine : le résultat de trente ans d'exploitation de cette ressource invisible par des millions d'agriculteurs qui se sont équipés de pompes électriques et de forages, encouragée par les politiques publiques qui subventionnent l'électricité et l'installation de ces forages. Cette crise affecte en particulier l'Inde du Sud où le socle granitique ne permet pas une recharge facile des aquifères par les pluies, au contraire de la plaine gangétique, d'origine sédimentaire, du nord de l'Inde. Ainsi, des millions d'agriculteurs, dont ceux du bassin versant du Berambadi, se trouvent dans l'impasse et doivent adapter leurs cultures et pratiques agricoles à une ressource qui décline – sans oublier les changements climatiques et ses impacts en termes de sécheresses ou de moussons moins fiables.

Le projet ANR ATCHA (Accompanying The adaptation of irrigated agriculture to climate CHAnge) s'intéresse à ce bassin versant dans le but de mieux comprendre les interactions entre les ressources, le contexte biophysique et les stratégies des agriculteurs – ce qui inclut les manières avec lesquelles ils s'adaptent aux changements climatiques. Un des objectifs est de créer un modèle intégré des systèmes agricoles et de la prise de décision des agriculteurs.

Ainsi, le projet ATCHA s'ancre dans l'interdisciplinarité scientifique, en particulier dans les principes d'une socio-hydrologie qui s'intéresse aux interactions dynamiques entre les ressources en eau et les sociétés qui s'en servent. Le modèle intégré permettrait, en tant qu'« objet frontière », de relier le travail des différents champs scientifiques concernés par la situation à Berambadi. Le projet intègre des

scientifiques dit de la nature, qui analysent et modélisent les niveaux d'eau souterraine, les précipitations et le fonctionnement des sols avec sondes et télédétection.

Quant aux chercheurs en sciences sociales, ils soulèvent des questions liées aux différentes techniques de gestion de l'eau, aux processus décisionnels des agriculteurs, aux changements dans l'alimentation ou les migrations. Mais en leur sein même existent des perspectives très différentes, par exemple entre les économistes très modélisateurs et des sociologues ou géographes plus attachés à une approche qualitative.

Un défi de plus, mais combien excitant, tout comme celui de travailler de concert avec l'administration du développement agricole au Karnataka, dans une approche de recherche-action. *Séminaire final prévu en juin 2022 à Bangalore – si le Covid le veut bien !*

@ Julie Jacquet



## Le projet ENERGIE

Nadine Roudil

Nadine Roudil (PR-HDR) sociologue, membre titulaire du CRH-LAVUE, est la responsable scientifique de la partie française et du volet SHS du projet INTERREG North West Europe ENERGIE « Energizing Education to Reduce Greenhouse Gas Emissions ». Ce projet implique des équipes universitaires et des acteurs de la lutte contre le changement climatique dans six pays d'Europe du Nord-Ouest : <https://www.nweurope.eu/projects/project-search/energie/>

Le projet ENERGIE est dirigé par la National University of Ireland in Galway consiste à expérimenter, dans 12 lycées partenaires pilotes en France, Allemagne, Luxembourg, Irlande, Pays-Bas et R-U, des solutions alternatives permettant la réduction des consommations d'énergie en milieu scolaire. Dans chaque établissement, un système de capteurs (électriques, thermiques...) collecte des données sur la consommation énergétique. De même, une enquête sociologique qualitative et quantitative interroge les pratiques énergétiques des lycéens issus de trois tranches d'âge (pré-adolescence, adolescence et jeune adulte) afin d'identifier la place de la sobriété énergétique dans leur quotidien. L'objectif final du projet est de doter chaque lycée pilote d'une plateforme en ligne de sensibilisation aux économies et à la consommation énergétique. Chaque lycée dispose d'un comité ENERGIE représentatif de l'ensemble des acteurs qui travaillent et étudient la question énergétique dans chaque établissement. Il rassemble ainsi, des élèves, des enseignants et des personnels de direction, d'entretien et de gestion

des systèmes énergétiques. Partenaires du projet, ces comités sont des ressources pour la mise en place des collectes de données et des enquêtes de terrain. Une fois le projet ENERGIE achevé, l'appropriation par les communautés éducatives de la plateforme doit être une garantie d'un impact à long terme des solutions de sobriété énergétique valorisées dans chaque lycée. Cette approche multidisciplinaire et multiscale conjugue des méthodes sociologiques, techniques, pédagogiques, communicationnelles, avec des outils numériques et issus de l'ingénierie de système. Dans un premier temps les protocoles d'enquêtes consistent à informer la plateforme de la réalité des pratiques énergétiques de chaque communauté éducative.

Ensuite, la mise à disposition de la plateforme associée à des contenus pédagogiques co-élaboré avec des enseignants volontaires en complément des programmes scolaires existants, consiste à doter le projet d'effets à long terme fondé sur l'appropriation de cet outil par les communautés éducatives qui le feront ensuite évoluer selon leurs besoins.

Équipe LAVUE : Nadine Roudil (PR-HDR) responsable scientifique.

Antonella Di Trani (Post-doc-  
torante)



pement de processus communs pour arbitrer et composer en matière foncière : contestation/contournement des normes – pouvant être associé à des épisodes de violences selon l'intensité de la crise (Durand-Lasserve, 2007) – situations de négociations/arrangements comme autant d'expérimentations faisant évoluer les usages (Lavigne-Delville, 2007), voire la législation.

Notre approche prend appui sur les pratiques des acteurs du foncier (habitants, agriculteurs, foncières citoyennes ou institutionnelles, développeurs et promoteurs, figures locales, instances de gouvernance etc.) pour saisir des stratégies subversives mais aussi de réarbitrage des autorités (Chopin, Denis, 2016). La recherche est le fruit d'une rencontre entre géographes, agronomes, urbanistes, anthropologues et juristes réunis autour de la question foncière et du périurbain : ils sont issus du LAVUE, du LADYSS, du CFE d'Addis-Abeba, de Géographie-Cités et de PRODIG, de l'UMR Innovation de l'INRA à Montpellier, de l'UMR GRED de l'IRD, du CNAM et de University of Missouri School of Law.

Coordination du programme CAFUR : Claire Aragau (Mosaïques-LAVUE), Jean-François Valette (LADYSS) et Marie Bridonneau (Mosaïques-LAVUE)

Aubry C., Dabat M.-H., Mawois M., 2010, *Fonction alimentaire de l'agriculture urbaine au Nord et au Sud : Permanence et renouvellement des questions de recherche.*

Chopin A., Denis E., 2016, Le droit au sol dans les villes du Sud. Politiques de régularisation et propriété foncière dans les quartiers populaires, *Métropolitiques*.

De Soto, 2000, *The Mystery of Capital: Why Capitalism Triumphs in the West and Fails Everywhere Else*, New York: Basic Books.

Deng X., and Lin Y., 2014, *Land-Use Competition between Food Production and Urban Expansion in China, Rethinking Global Land Use in an Urban Era*. Ed. K. C. Seto, A. Reenberg, MIT, p. 71-86.

Durand-Lasserve A. 2007. Market-Driven Eviction Processes in Developing-Country Cities: The Cases of Kigali in Rwanda and Phnom Penh in Cambodia, *Global Urban Development*, vol. 3, n° 1, p. 114.

Jouve A.-M., Vianey G., 2012, Le foncier, une ressource territoriale difficile à construire en périurbain, *Économie rurale*, n° 330-331, p. 27-41.

Lavigne-Delville, P., 2007, Insécurité foncière et trajectoires de sécurisation : illustrations ouest-africaines, *Land Reform*, 2007/1.

## Le programme CAFUR (Concurrences et Arrangements Fonciers dans les Interfaces Urbain/Rural)

Claire Aragau

Les recherches en sciences sociales sur le foncier périurbain se structurent aujourd'hui autour des questions d'accaparement des terres et de spéculation foncière. Le programme CAFUR (Concurrences et Arrangements Fonciers dans les Interfaces Urbain/Rural : Mexico, Paris, Addis-Abeba), soutenu par le labex DynamiTe et la MSH-Mondes, propose de nouvelles lectures à partir d'une situation d'observation particulière, celles des interfaces urbain/rural des aires métropolitaines dans lesquelles se révèlent des phénomènes d'urgence : urgences à se loger et à nourrir (Jouve et Vianey, 2012 ; Deng & Lin, 2014). Ces interfaces sont porteuses de réalités ambivalentes : d'une part s'y déploient les différentes formes de l'étalement urbain et d'autre part s'y affirme la nécessité de maintenir du parcellaire cultivé, poche de survie pour les plus modestes et objet d'une revendication sociétale de se nourrir à proximité (Aubry et al., 2010). L'objet de cette recherche est d'appréhender les périphéries métropolitaines comme des scènes amplificatrices de dynamiques foncières concurrentes, débouchant tant sur des scénarios de crise que d'innovations sociales, politiques et juridiques.

Notre projet se concentre sur les périphéries de Paris, Mexico et Addis-Abeba (la guerre a mis de côté ce terrain), dont nombre d'espaces sont transitoires et mutables, sur le point de voir leur vocation basculer (espaces agricoles au contact du front urbain, délaissés urbains ou dents creuses de l'enveloppe urbaine). Au-delà de la diversité des contextes socio-économiques et politiques, ces périphéries épousent des dynamiques urbaines « ordinaires » qui autorisent une réflexion transversale à partir des usages et pratiques du quotidien, dont l'échelle fine permet de repérer des processus communs : concurrences, insécurité (de Soto, 2000) ou encore négociations. Nous faisons l'hypothèse du dévelop-

## Le projet CoPolis - Co-production sociale de la ville et recherche citoyenne

Agnès Deboulet

Le projet CoPolis est un projet de recherche franco-brésilien qui s'intéresse aux collaborations entre habitants et chercheurs pour la co-production de la ville. Le projet est coordonné en France par Agnès Deboulet (Université Paris 8 / Alter-LAVUE) et au Brésil par João Sette Whitaker (FAU-USP).

À une époque où la participation citoyenne est fréquemment évoquée comme susceptible de modifier en profondeur les politiques publiques, la co-production urbaine semble en plusieurs aspects porteuse de changement et d'émancipation. Loin de la participation citoyenne « descendante », fréquemment mise en œuvre dans le cadre de la rénovation urbaine, nous observons dans plusieurs pays des expériences de planification populaires et de co-production du territoire réunissant acteurs de la société civile, universités et professionnels.

Face aux inégalités spatiales et environnementales structurelles, les quartiers populaires et précaires au nord comme au sud, conduisent bien souvent ce types d'initiatives. Les modalités et effets de ces collaborations constituent l'objet d'étude du projet CoPolis. Celui-ci rassemble des chercheurs venus de plusieurs disciplines et laboratoires, mais aussi des associations issues de la société civile, composées d'habitants, de militants ou de professionnels, impliquées localement dans la co-production urbaine.

Le projet met en place et accompagne des dynamiques de recherche-action-participative en soutien aux mobilisations habitantes, et ce sur plusieurs terrains et dans différentes villes : à Roubaix, pour la transformation d'une friche en ferme urbaine, à Plaisir (Yvelines), contre la démolition de logements sociaux, ou encore dans la banlieue de São Paulo, en soutien à la planification populaire d'un quartier auto-construit (Anchieta-Grajaú), et sur d'autres terrains.

À rebours de l'écologisation des technologies, le projet CoPolis voit dans l'outillage de la coopération citoyenne un moyen d'action concret face aux injustices sociales et environnementales qui caractérisent les villes contemporaines. Le projet s'appuie ainsi sur la longue histoire de la prise en charge collective et communautaire dans les secteurs urbains et professionnels en France et au Brésil. Lancé en 2020, pour une durée de quatre ans, le projet est financé en France par l'ANR et au Brésil par la FAPESP. L'équipe CoPolis organise également un séminaire public mensuel et bilingue.

Pour avoir plus d'informations sur le séminaire et sur le projet, consultez notre blog : <https://copolis.hypotheses.org/> Vous pouvez également nous écrire à [projetcopolis@gmail.com](mailto:projetcopolis@gmail.com) et vous adresser à Philippe Urvoy ainsi que Elise Havard dit Duclos (respectivement post-doctorant et doctorante).



## AMÉRIQUE LATINE Habiter les villes latino-américaines

Collection « Habitat et sociétés », L'Harmattan, 2021

Cet ouvrage comporte une sélection de travaux présentés lors du colloque « Habiter les villes latino-américaines. Nouvelles approches et interdisciplinarité dans la recherche urbaine » organisé en octobre 2019 par des doctorantes du Lavue. La diversité de thématiques traitées met en évidence des problématiques, apparemment régionales mais qui en réalité font partie d'une discussion disciplinaire globale plus large.

Dans cette région, une des plus urbanisées du monde, l'action d'habiter adopte des formes multiples et acquiert un sens différent selon le contexte étudié. Cette publication entend contribuer à relever les réflexions et débats contemporains autour de l'habitat et l'habiter dans les villes latino-américaines. A travers l'étude des pratiques quotidiennes, des politiques, des réseaux, ainsi que des frontières réelles et imaginaires, les 18 chapitres de l'ouvrage proposent une analyse fine, compréhensive et située des processus de production de l'habitat.

L'objectif est de produire une vision critique, différente de l'approche quantitative, généraliste et colonialiste qui a prédominé dans les études urbaines du XX<sup>e</sup> siècle, considérant le « Nord global », à l'origine des logiques dominantes de planification et de formalisation de l'espace urbain, comme un cadre de référence. Une attention particulière est ainsi accordée aux manifestations culturelles, aux relations de genre, aux jeux de pouvoir, aux échelles et temporalités de l'action urbaine.

Depuis une perspective comparée et interdisciplinaire, l'ouvrage propose d'explorer des recherches urbaines élaborées dans/sur la région, en présentant tant les expériences de pays qui ont une large diffusion scientifique que des territoires moins explorés par les études urbaines à l'échelle internationale.

Avec les contributions de : Mónica Patricia Toledo González, Valeria De Jesús Carro Abdala, Miguel Ángel Aguilar, Martha De Alba, Guénola Capron, Clémence Léobal, Gustavo Nagib, Brenda Urbano Hernández, Cécile Collinge, Juan-Luis Klein, Ana María Alvarez R., Héctor Cavieres H., Ricardo Truffello R., Gabriela Ulloa C., Inés Escobar González, Darysleida Sosa Valdez, Andrea Mora et Mirtha Lorena Del Castillo, Karen Tapia, Yaneira Wilson Wetter, Xenia Fuster-Farfán, Antonine Ribardièrre, Jean-François Valette, Rodrigo Hidalgo, Voltaire Alvarado, Laura Rodríguez, Fernando Toro, Rosanna Forray et Sebastián Muñoz, Francisco Sabatini et María Paz Trebilcock



**Direction de publication :** UMR LAVUE, direction collégiale

**Coordination éditoriale :** Jérôme Boissonade, Emmanuelle Dedenon avec le conseil scientifique du LAVUE

**Ont participé :** Claire Aragau, David Blanchon, Barbara Casciarri, Agnès Deboulet, Julie Jacquet, Frédéric Landy, Nadine Roudil, Darysleida Sosa Valdez

**Maquette :** Sara Carlini

